

Conseil de l'Ordre du Barreau de Lyon -Conférence régionale des Barreaux
Rhône-Alpins (Lyon)
Vendredi 25 février 2011,

Mesdames, Messieurs les bâtonniers
Madame la Secrétaire générale du Conseil de l'ordre,
Mesdames, Messieurs les membres du Conseil de l'ordre,
Mesdames, Messieurs les présidents des Commissions du barreau,

Mesdames, Messieurs les avocats,

Madame le Bâtonnier, Myriam Picot,

Je vous remercie de m'avoir convié au Conseil de l'Ordre du Barreau de Lyon élargi à la Conférence régionale des barreaux Rhône-Alpins pour échanger sur des sujets très actuels, qui touchent vos Barreaux mais qui sont aussi des sujets d'intérêt national.

J'accorde une importance toute particulière à ces temps d'échange, qui sont toujours d'un grand enseignement sur la réalité du terrain, la réalité des professions de justice, pour mieux connaître leurs réussites et identifier leurs difficultés aussi.

Je me réjouis de rencontrer les représentants des plus de 4.000 avocats de la région Rhône-Alpes répartis dans les barreaux des cours d'appel de Lyon, Grenoble, Chambéry et ceux du Barreau de l'Ardèche.

Vous voir aussi nombreux aujourd'hui témoigne du grand dynamisme du barreau de Lyon, plus de 2.200 avocats, et de la Cobra.

Je veux adresser mes remerciements au Barreau de Lyon, qui nous accueille aujourd'hui. Votre Barreau, Madame le bâtonnier, mène de nombreuses

initiatives en faveur de l'accès au droit pour offrir à nos concitoyens et aux entreprises une assistance et des conseils juridiques ; ainsi avec « *mercredi j'en parle à mon avocat* », depuis plus de vingt ans vous apportez votre conseil gratuitement aux plus jeunes. Vous menez des actions également auprès des petites entreprises, favorisant ainsi la vitalité de l'initiative économique en Rhône-Alpes.

Vos Barreaux - et la rencontre d'aujourd'hui l'illustre parfaitement - participe activement aux débats d'intérêt national : je sais toute votre vigilance pour garantir la meilleure protection des droits et libertés de nos concitoyens ; l'avocat a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine.

Nous évoquerons dans quelques instants les réformes en cours, qui intéressent à plus d'un titre votre profession. Je voudrais dire que c'est avec grand intérêt que j'échangerai avec vous sur les thèmes que vous avez retenus pour cette conférence ; garde à vue, aide juridictionnelle, interprofessionnalité et formation, ils sont au cœur de mon action.

La **réforme de la garde à vue**, actuellement à l'examen du Parlement, présente de grandes avancées pour les droits de nos concitoyens, et je sais qu'elle est très attendue par votre profession ; elle pose un équilibre nécessaire entre la protection des droits de la défense et les nécessités de l'enquête pénale qui permettent d'assurer la sécurité de nos concitoyens.

Comme vous le savez, cette réforme a considérablement accru votre place et votre rôle en garde à vue : présent dès le début de la procédure et autorisé à consulter les procès-verbaux des auditions, l'avocat sera à même d'apporter une assistance effective à son client gardé à vue. La discussion de cette réforme se poursuivra au Sénat dès la semaine prochaine, je sais qu'elle suscite de la part

des Barreaux quelques interrogations, notamment sur les besoins de financement en matière d'aide juridictionnelle.

Cette question est au cœur de mes préoccupations. Nous avons prévu d'abonder le budget de **l'aide juridictionnelle** pour couvrir les nouveaux besoins engendrés par cette réforme : la dotation consacrée à l'indemnisation des avocats commis d'office, intervenant au cours de la garde à vue, sera multipliée par 5, passant de 15 à 80 millions d'euros.

Evidemment, mais je ne doute pas que nous en reparlerons, les enjeux de l'aide juridictionnelle vont au-delà de cette réforme ; des réflexions sont en cours à la Chancellerie sur ce sujet, car il est important que nous obtenions de meilleurs financements.

La deuxième lecture du projet de loi modernisation des professions judiciaires ou juridiques et de certaines professions réglementées s'ouvrira dans le courant du mois de mars devant l'Assemblée nationale le 10 ou le 15. Il ouvre aux avocats de nouvelles perspectives, en instaurant, entre autres, **l'interprofessionnalité** capitalistique ; vous pourrez ainsi unir vos forces à d'autres professions complémentaires du droit et du chiffre et bâtir ainsi des structures plus compétitives et plus en phase avec la réalité de vos activités.

Vous êtes soucieux de toujours exercer votre métier avec compétence, cela constitue un véritable défi dans un contexte juridique évolutif – tant au niveau interne qu'international ; je sais toute l'attention que vous accordez à la question de la **formation**. C'est à cette condition que votre profession pourra maintenir un conseil et une assistance juridique de grande qualité.

*

* *

Je suis heureux de venir à votre rencontre car nous allons engager un débat riche et ouvert aussi : je suis convaincu, et je sais que l'êtes aussi, que grâce à l'échange, au dialogue, nous enrichirons notre réflexion en faveur de la Justice et au profit du justiciable.